



Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 12/08/2024

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIOPARC DOUÉ LA FONTAINE

103 Rue de Cholet
DOUÉ LA FONTAINE
49700 DOUÉ-EN-ANJOU

Références :2024_07_11_RapportInspection BIOPARC

Code AIOT : 0054900734

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement BIOPARC DOUE LA FONTAINE implanté 103 Rue de Cholet - DOUÉ LA FONTAINE - 49700 DOUÉ-EN-ANJOU. L'inspection a été annoncée le 27/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOPARC DOUE LA FONTAINE
- 103 Rue de Cholet - DOUÉ LA FONTAINE - 49700 DOUÉ-EN-ANJOU
- Code AIOT : 0054900734
- Régime : Autorisation

Le BIOPARC est un parc zoologique soumis autorisation au titre des installations classées. Il est également soumis à la réglementation au titre de la faune sauvage captive.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôture d'enceinte	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2	Sans objet
2	Personnel de l'établissement	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3	Sans objet
3	Certificat de capacité	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4	Sans objet
4	Règlement intérieur	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5	Sans objet
6	Information du préfet en cas d'accident ou d'incident	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 9	Sans objet
7	Entretien des espèces détenues	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 10	Sans objet
8	Cohabitation entre individus ou entre espèces	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 11	Sans objet
9	Bien-être des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 12	Sans objet
10	Maîtrise des nuisibles	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 13	Sans objet
11	Adaptation des nouveaux arrivants	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 14	Sans objet
12	Alimentation et soins	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 15	Sans objet
13	Surveillance quotidienne des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 16	Sans objet
14	Reproduction et conservation des espèces	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 17	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	Besoins physiologiques et qualité de l'alimentation	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 19	Sans objet
16	Locaux de stockage et de préparation des rations alimentaires	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20	Sans objet
17	Stockage et préparation des aliments	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21	Sans objet
18	Distribution des aliments et de l'eau	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 22	Sans objet
19	Interdiction de distribution d'aliments par les visiteurs	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 23	Sans objet
20	Procédures pour l'entretien des espèces dangereuses	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24	Sans objet
21	Capture ou abattage en cas de danger	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 25	Sans objet
22	Conditions d'hébergement des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 27	Sans objet
23	Conditions d'hébergement des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 28	Sans objet
24	Conception des installations d'hébergement	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 30	Sans objet
25	Conception des enclos permettant d'éviter les fuites	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31	Sans objet
26	Conception et entretien des clôtures	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32	Sans objet
27	Utilisation de clôtures électriques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 33	Sans objet
28	Sécurisation des enclos	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 34	Sans objet
29	Accès du personnel aux enclos	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 35	Sans objet
30	Contact entre le public et les animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 36	Sans objet
31	Barrières sécurité du public	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 38	Sans objet
32	Manipulation d'animaux d'espèces non domestiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 40	Sans objet
33	Isolement des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 43	Sans objet
34	Diagnostics et autopsies	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 45	Sans objet
35	Locaux d'autopsie	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 46	Sans objet
36	Gestion des cadavres	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47	Sans objet
37	Signalement des morsures et griffures	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 52	Sans objet
38	Rapport sur les actions de conservation	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 53	Sans objet
39	Échanges d'animaux dans le cadre des programmes de sauvegarde	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 54	Sans objet
40	Destination des cadavres d'espèces protégées	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 56	Sans objet
41	Information du public sur les espèces présentées	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 58	Sans objet
42	Information du public sur les espèces présentées	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 59	Sans objet
43	Contenu des informations diffusées au public	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 60	Sans objet
44	Entretien des enclos	Arrêté Préfectoral du 08/07/2011, article 4.3	Sans objet
45	Protection incendie	Arrêté Préfectoral du 08/07/2011, article 7.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
46	Protocole d'urgence évaison	Arrêté Préfectoral du 08/07/2011, article 8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est bien tenu.

Aucune non-conformité n'a été relevée le jour de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture d'enceinte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2
Thème(s) : Autre, Organisation générale de l'établissement
Prescription contrôlée : Les limites des établissements sont matérialisées par une enceinte extérieure, différente des enclos, faisant obstacle au passage des personnes et des animaux et dont les caractéristiques doivent permettre de prévenir les perturbations causées aux animaux par des personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et garantir la sécurité des personnes. Toutefois l'enceinte extérieure peut ne pas être différente de celles des enclos, notamment dans le cas des enclos d'une surface supérieure à deux hectares, si ses caractéristiques lui permettent de prévenir les évasions des animaux hébergés, les pénétrations non contrôlées de personnes ou d'animaux étrangers à l'établissement, les perturbations des animaux du fait de personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et qu'elles garantissent la sécurité des personnes. La hauteur de cette enceinte est au minimum de 1,80 mètre. L'exigence d'une enceinte extérieure ne s'applique pas aux établissements où les présentations d'animaux au public s'effectuent à l'intérieur de bâtiments clos, tels les aquariums ou les vivariums.
Constats : Une enceinte extérieure composée d'une clôture de 2 m est présente afin d'éviter les intrusions, elle fait l'objet d'un contrôle régulier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Personnel de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3
Thème(s) : Autre, Organisation générale de l'établissement
Prescription contrôlée : L'effectif du personnel des établissements est en permanence suffisant pour permettre la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté. Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisantes à la mise en œuvre des tâches qui lui sont confiées. Les missions, le niveau de responsabilité de chacun des personnels impliqués dans la mise en œuvre du présent arrêté ainsi que leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques respectives sont précisément définis par les responsables des établissements. Les établissements s'attachent les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des dispositions fixées par le présent arrêté.
Constats : Sont présents dans les secteurs animaliers, techniques et administratifs environ 49 personnes en CDI (dont 11 soigneurs). Pour la saison 2024, à ce personnel permanent s'ajoutent 30 saisonniers (CDD dont 14 soigneurs). Les besoins sont quasiment identiques chaque année. Les soigneurs recrutés sont diplômés d'écoles spécialisées. Pour cette saison 3 animateurs ont été recrutés. Une responsable RH a également rejoint le personnel permanent. Elle s'occupe de la gestion du personnel du BIOPARC et du zoo des Sables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Certificat de capacité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4
Thème(s) : Autre, Organisation générale de l'établissement
Prescription contrôlée : Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L.413-2 du Code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L.413-3 du Code de l'environnement. Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel. Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.
Constats : M. Pierre GAY est titulaire d'un certificat de capacité toutes espèces. Pas de surveillance permanente par M. GAY. M. Rudy WEDLARSKY a obtenu l'extension demandée en 2021 et est capacitaire sur une liste plus large que les espèces détenues sur le parc (tous mammifères sauf marins, tous oiseaux,...). Il assure une surveillance permanente de l'établissement en tant que salarié à temps complet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Règlement intérieur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5
Thème(s) : Autre, Organisation générale de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur et un règlement de service dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté. L'ensemble des programmes, des procédures et documents écrits, prévus par le présent arrêté, sont tenus à jour et mis à la disposition des agents de l'administration en charge de leur contrôle.
Constats : Le règlement intérieur est affiché à l'entrée de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement pour prévenir et réduire les risques d'accidents. Pour les établissements relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées, l'étude d'impact et l'étude des dangers prévues à l'article R.512-6 du Code de l'environnement doivent inclure une analyse portant sur les risques pour la sécurité et la santé des personnes (personnels et visiteurs) du fait, notamment, des animaux d'espèces considérées comme dangereuses et des activités qui s'y rapportent. Les caractéristiques des installations et du fonctionnement des établissements ainsi que les modalités de leur surveillance doivent être définies de manière à permettre la prévention de tels risques.
Constats : Le parc est classé en autorisation sous la rubrique 2140. Une étude de dangers, est présente dans le dossier ICPE. Elle date de 2009. Depuis le BIOPARC a bénéficié d'extensions. Cette étude devra être actualisée dans un délai de 6 mois (ou dans le cadre du futur porter à connaissance à venir) en intégrant la mise en place des procédures en cas d'échappement d'un animal dangereux avec les 3 niveaux de dangers en fonction de l'animal. À noter que dans le cadre de la future extension du site ayant fait l'objet d'une demande de cas par cas, le porter à connaissance attendu devra également intégrer une mise à jour de l'étude de dangers.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Information du préfet en cas d'accident ou d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant tient informé le préfet du département des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.
Constats : Trois incidents constatés en 2023 enregistrés dans le registre mais non déclaré au préfet : <ul style="list-style-type: none"> • 2 pincements de visiteurs par des vautours. Animaux isolés. • une "attaque" d'un visiteur par une pintade ayant provoqué des griffures. L'animal est mort à la capture suite à une collision sur les parois de l'enclos.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Entretien des espèces détenues

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 10
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage des animaux
Prescription contrôlée : Les animaux doivent être entretenus dans des conditions d'élevage de haut niveau qui visent à satisfaire les besoins biologiques et de conservation, la santé et une large expression des comportements naturels des différentes espèces en prévoyant, notamment, des aménagements et des équipements des enclos adaptés à la biologie de chaque espèce.
Avant d'héberger une nouvelle espèce, les établissements sont tenus de recueillir toutes les informations à caractère scientifique ou zootechnique nécessaires au respect des conditions d'entretien et de présentation au public, fixées par le présent arrêté.
Constats : Le BIOPARC suit les recommandations du coordinateur de l'EEP (programme européen d'élevage) pour chaque espèce sur les conditions de détention et d'entretien des animaux. Les enclos et les soins sont adaptés à chaque espèce. Le sanctuaire des vautours, l'enclos des panthères et l'espace des lions et guépards ont été contrôlés sans qu'aucune non-conformité ne soit relevée par l'EEP.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Cohabitation entre individus ou entre espèces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 11
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage des animaux
Prescription contrôlée : La composition des groupes d'animaux d'une même espèce est déterminée en fonction des différents espaces mis à la disposition des animaux, du comportement et, si nécessaire, des cycles physiologiques propres à l'espèce.
Les animaux vivant en groupe ne doivent pas être tenus isolés sauf pour des raisons sanitaires ou de dangerosité.
Les individus présentant pour les animaux avec lesquels ils cohabitent un danger excessif, préjudiciable à la vie de ces derniers, doivent être retirés du groupe.
La cohabitation entre animaux d'espèces différentes n'est possible que si elle n'entraîne aucun conflit excessif entre eux ni ne leur cause aucune source de stress excessive ou permanente.
Constats : Les enclos sont contrôlés tous les matins et plusieurs fois par jour. Les introductions de nouveaux individus dans les enclos font l'objet d'une surveillance particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bien-être des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 12
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage des animaux
Prescription contrôlée : Le bien-être des animaux et la prévention des anomalies comportementales sont notamment assurés par une amélioration pertinente des conditions d'élevage, adaptée aux besoins biologiques de chaque espèce. Cette amélioration doit notamment porter, selon les espèces, sur : <ul style="list-style-type: none">- les installations ou l'espace offert aux animaux et leurs aménagements ;- les protocoles d'élevage et les rythmes des activités portant sur l'entretien des animaux ;- la composition des troupeaux et la cohabitation interspécifique.
Constats : Tout est mis en œuvre pour permettre l'expression des comportements naturels. Les espaces sont conçus pour permettre aux animaux de se cacher et d'évoluer à l'abri des regards le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Maîtrise des nuisibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 13
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage des animaux
Prescription contrôlée : Les animaux doivent être protégés de la prédation d'animaux étrangers à l'établissement. Ils ne doivent pouvoir être perturbés ou excités par des animaux étrangers à l'établissement. Le cas échéant, les établissements doivent mettre en œuvre des programmes de maîtrise de ces populations animales indésirables.
Constats : Malgré les mesures de lutte mises en place, le parc note la présence de renards, fouines et chats, difficultés d'avoir des actions de prévention hormis le contrôle régulier des clôtures...
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Adaptation des nouveaux arrivants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 14
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage des animaux
Prescription contrôlée : Les animaux nouvellement arrivés doivent pouvoir s'adapter progressivement à leur nouvel environnement sans compromettre ni leur bien-être ni la sécurité des personnes ou des autres animaux.
Constats : Les animaux nouvellement arrivés sont mis en contact par étape avec leurs congénères ou leur environnement, soit dans les cages soit dans des enclos adjacents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Alimentation et soins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 15
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage des animaux
Prescription contrôlée : Les soins apportés aux animaux sont effectués en réduisant les sources de stress, d'inconfort et les risques de blessure. Toute intervention ou perturbation inutile doit être proscrite. Il est interdit d'exciter les animaux, en présence ou non du public. Il est interdit au personnel de fumer lorsqu'il travaille à proximité des animaux ou lorsqu'il prépare leur nourriture. Lorsqu'elles sont utilisées, les méthodes d'apprentissage des animaux ne doivent pas nuire à leur bien-être ni à la sécurité des personnes.

Les animaux dont l'imprégnation par l'homme est susceptible de provoquer des dangers pour la sécurité des personnes ou pour d'autres animaux font l'objet d'une surveillance régulière et de précautions adaptées.
Constats : Les soigneurs font en sorte de limiter l'imprégnation. Le seul entraînement effectué est celui destiné à faciliter les soins (système de récompenses / friandises).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Surveillance quotidienne des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 16
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage des animaux
Prescription contrôlée : Les animaux sont observés au moins quotidiennement par le personnel chargé directement de leur entretien. Une surveillance destinée à détecter l'apparition d'anomalies comportementales est notamment effectuée. Les facteurs provoquant ou favorisant les anomalies comportementales doivent être recherchés et les mesures nécessaires à leur correction doivent être mises en œuvre.
Constats : Une observation quotidienne est effectuée par les soigneurs, le matin avant l'ouverture du parc au public. Le parc compte 6 secteurs dans lesquels sont répartis les soigneurs. Les vétérinaires du parc sont informés dès qu'un animal présente des troubles ou un problème de santé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Reproduction et conservation des espèces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 17
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage des animaux
Prescription contrôlée : Notamment en ce qui concerne les animaux des espèces protégées en application des articles L.411-1 et L.411-2 du Code de l'environnement et des espèces figurant en annexe A du règlement n° 338 / 97 du 9 décembre 1996 susvisé, les programmes de reproduction sont maîtrisés et raisonnés dans l'intérêt de la conservation des populations animales captives viables de génération en génération et favorisent le maintien de la diversité génétique de ces populations. Hormis à des fins contrôlées et pertinentes d'un point de vue scientifique, les croisements interspécifiques sont interdits. Cette interdiction s'étend à la reproduction d'animaux appartenant à des sous-espèces ou à des populations isolées différentes lorsque leurs populations naturelles ou captives sont menacées.
Constats : Les programmes de reproduction sont maîtrisés. Le coordinateur de chaque espèce supervise chaque programme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Besoins physiologiques et qualité de l'alimentation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 19
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage des animaux
Prescription contrôlée : Des programmes étendus de nutrition pour chaque espèce ou groupe d'espèces sont mis en œuvre dans le but de fournir une alimentation suffisamment abondante, saine, équilibrée et de qualité répondant aux besoins de chaque espèce. Les régimes alimentaires des espèces détenues sont établis en tenant compte des connaissances scientifiques et techniques ainsi que des progrès réalisés en matière de nutrition animale. Leur impact sur l'état de santé des animaux est évalué. L'abreuvement est assuré par une eau saine, renouvelée fréquemment, protégée du gel et

constamment tenue à la disposition des animaux.
L'approvisionnement en aliments est maîtrisé aux fins d'assurer sa continuité et la qualité des aliments fournis. Les aliments répondent à des critères de qualité définis, régulièrement vérifiés par le personnel de l'établissement.
Constats : Chaque ration est préparée par les soigneurs dans la cuisine prévue à cet effet. Les fiches alimentaires sont disponibles sur chaque paillasse. Elles sont évolutives et revues si besoin. L'approvisionnement en eau de boisson est issu de forages. L'eau est délivrée en continu. L'approvisionnement en aliments est maîtrisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Locaux de stockage et de préparation des rations alimentaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage des animaux
Prescription contrôlée : Les établissements disposent de locaux réservés au stockage des aliments et à la préparation de la nourriture. Les déchets issus de la préparation des aliments sont stockés de manière nettement séparée des lieux où sont stockés ou préparés les aliments. La conservation des aliments réfrigérés, congelés ou surgelés est effectuée dans des enceintes prévues à cet effet. Leur température est régulièrement contrôlée. Tous ces locaux et enceintes sont maintenus en permanence en bon état de propreté et d'entretien. Les cuisines sont nettoyées au minimum quotidiennement. Les matériels utilisés pour la préparation et la distribution des aliments et de l'eau doivent pouvoir être facilement nettoyés et sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.
Constats : Une vaste cuisine centralisée a été créée en 2016. Les déchets de légumes sont mis au compost. Les déchets d'origine animale destinés à l'équarrissage, sont mis dans un bac dans la chambre froide ou sont entreposés les cadavres, à proximité de la nouvelle infirmerie/quarantaine. Les chambres froides ont un enregistrement en continu de la température avec un système d'alarme directement relié au service technique. Le nettoyage de la cuisine se fait 1 fois par semaine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Stockage et préparation des aliments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage des animaux
Prescription contrôlée : Lors de leur stockage et de leur préparation, les aliments sont protégés de l'humidité, des moisissures et des contaminations indésirables. Ils sont tenus à l'abri des dégradations pouvant être provoquées par les animaux, tels notamment, les insectes, les rongeurs et les oiseaux. La décongélation lente des aliments à l'air libre, à température ambiante supérieure à 4° C et la recongélation de produits décongelés sont interdites. La préparation des repas doit préserver la qualité hygiénique et sanitaire des aliments, en évitant notamment les contaminations croisées de ceux-ci. À cet effet, le personnel chargé de la préparation de l'alimentation observe des règles d'hygiène adaptées.
Constats : Les plans de travail sont sectorisés et le matériel est dédié (viandes ou légumes). Une fois les préparations alimentaires terminées, elles sont mises en chambre froide positive jusqu'à distribution. Un rack étiqueté est destiné à ce stockage intermédiaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Distribution des aliments et de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 22
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage des animaux
Prescription contrôlée : Les aliments et l'eau sont distribués de manière à réduire les risques provoquant leur souillure. Les distributeurs automatiques de nourriture et l'approvisionnement automatique en eau sont contrôlés quotidiennement de manière à s'assurer de leur bon fonctionnement. Les modes et la fréquence de distribution des aliments et de l'eau doivent être adaptés au comportement des animaux et de leur espèce, en tenant compte notamment de leur organisation sociale et, le cas échéant, de leur physiologie et de leur rythme biologique. Aucun animal ne doit subir des restrictions alimentaires provoquées par une mauvaise adaptation de ces modes de distribution.
Constats : La distribution de nourriture est réalisée par les soigneurs. Des distributeurs d'eau sont mis à disposition dans tous les enclos et bâtiments où sont accueillis les animaux. Ils sont contrôlés régulièrement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Interdiction de distribution d'aliments par les visiteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 23
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage des animaux
Prescription contrôlée : La distribution de nourriture par les visiteurs est interdite, à l'exception des distributions organisées et contrôlées par les responsables de l'établissement.
Constats : La distribution de nourriture, par le public, se fait uniquement dans le cadre des ateliers et est strictement contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Procédures pour l'entretien des espèces dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage des animaux
Prescription contrôlée : Des procédures écrites fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses.
Constats : Une procédure spécifique existe pour l'entrée dans les bâtiments d'espèces dangereuses. La procédure en cas d'évasion d'un animal dangereux est connue et affichée dans les locaux du personnel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Capture ou abattage en cas de danger

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 25
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage des animaux
Prescription contrôlée : Le personnel habilité à cet effet doit avoir rapidement à sa disposition les matériels de capture, de contention et d'abattage appropriés à chaque espèce ainsi que les matériels de protection nécessaires, tels vêtements, gants, bottes, lunettes et masques. En cas de danger, l'abattage d'un animal ne peut être effectué que s'il est de nature à éviter une blessure ou à sauver une vie humaine. Cette mesure ne doit être prise que lorsque tous les autres moyens pour repousser ou capturer l'animal sont ou se révèlent inopérants.
Constats : La procédure "évasion" prévoit 3 niveaux de dangers : <ul style="list-style-type: none"> niveau 1 : abattage en cas de fuite (ex. Lions Tigres Panthères)

- niveau 2 : capture si possible et abattage si dangers humains immédiat (ex. Guépards)
- niveau 3 : capture (animaux ne présentant pas de danger immédiat).

7 personnes sont habilitées pour l'abattage éventuel avec une clé d'accès au fusil. Ce nombre permet la présence sur place d'un personnel habilité pour toute la place horaire d'ouverture au public du site. Ces agents disposent de formations régulières. L'objectif est de manipuler le fusil tous les 3 mois cette possibilité devient difficile avec le stand de tirs de Doué la fontaine qui n'utilise pas le même type d'armes. La dernière séance date du début d'année 2024. Le parc cherche un lieu d'accueil pour ces formations proposant un formateur à la manipulation de ses propres fusils.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Conditions d'hébergement des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 27

Thème(s) : Autre, Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux

Prescription contrôlée :

Les installations d'hébergement des animaux, leurs sols et leurs équipements sont adaptés aux mœurs de chaque espèce, garantissent la sécurité des animaux et permettent d'exprimer largement leurs aptitudes naturelles.

Les installations doivent leur permettre de pouvoir échapper aux attitudes hostiles d'autres animaux hébergés avec eux, en leur permettant d'exprimer un comportement normal de défense ou de fuite.

Les interactions agressives ou les sources de stress entre les animaux hébergés dans des lieux différents sont prévenues par la mise en place de moyens appropriés. En particulier, la situation géographique, au sein des établissements, des lieux où sont hébergés les animaux préviennent les interactions agressives ou les sources de stress pouvant exister entre les espèces.

Constats : Seuls les enclos des vautours, des lions, des guépards, des panthères des neiges et la volière africaine ont été visités.

Ces installations sont adaptées aux mœurs de chaque espèce, garantissent la sécurité des animaux et permettent d'exprimer leurs aptitudes naturelles.

Les animaux ont la possibilité d'échapper aux attitudes hostiles d'autres animaux hébergés avec eux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Conditions d'hébergement des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 28

Thème(s) : Autre, Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux

Prescription contrôlée :

Les animaux sensibles aux perturbations occasionnées par le public doivent pouvoir s'y soustraire dans des zones ou des structures adaptées à leur espèce.

Lors de la visite, aux fins de ménager la tranquillité des animaux, le public n'a pas accès à l'ensemble du périmètre des enclos à moins que ceux-ci soient suffisamment vastes pour que les animaux aient la possibilité de se soustraire de manière permanente aux perturbations occasionnées par le public.

Un espace suffisant sépare le public des animaux dans les cas où l'accès du public aux limites de l'enclos ou des cages est susceptible de perturber les animaux.

Constats : Seuls les enclos des vautours, des lions, des guépards, des panthères des neiges et la volière africaine ont été visités.

Les enclos sont suffisamment dimensionnés et agencés pour que les animaux aient la possibilité de s'isoler du regard des visiteurs s'ils en ressentent le besoin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Conception des installations d'hébergement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 30

Thème(s) : Autre, Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux

Prescription contrôlée :

Les installations destinées à maintenir les animaux dans les lieux où ils sont hébergés, sont conçues de manière à préserver l'intégrité des animaux et à prévenir l'apparition d'accidents.
Les clôtures sont suffisamment visibles pour les animaux. L'utilisation des fils barbelés pour la confection des clôtures des enclos hébergeant les animaux est interdite.
Les appareils et fils électriques ne doivent pas pouvoir être détériorés par les animaux.
Si des lieux où sont hébergés des animaux sont inondables, les établissements disposent d'autres lieux d'hébergement où les animaux pourront, le cas échéant, être acheminés.
Constats : Seuls les enclos des vautours, des lions, des guépards, des panthères des neiges, et la volière africaine ont été visités. Les clôtures sont accessibles et entretenues. Un soigneur fait le tour de l'intérieur de chaque enclos une fois par semaine. Les fils barbelés ne sont pas utilisés pour la confection des clôtures des enclos hébergeant les animaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Conception des enclos permettant d'éviter les fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31
Thème(s) : Autre, Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux
Prescription contrôlée : Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos. Les dimensions et les caractéristiques des dispositifs et des aménagements destinés à prévenir la fuite des animaux sont en rapport avec les aptitudes de l'espèce et avec les possibilités d'expression de ces aptitudes à l'intérieur de l'enclos. Les clôtures sont munies de retours vers l'enclos lorsqu'elles ne permettent pas à elles seules de s'opposer aux diverses tentatives de franchissement des animaux. Ces retours possèdent une inclinaison et une dimension adaptées. Aucun élément de la conception des enclos, aucun de leurs aménagements ne doit réduire l'efficacité de l'enceinte. S'ils sont susceptibles de favoriser la fuite des animaux, les arbres sont régulièrement taillés.
Constats : Seuls les enclos des vautours, des lions, des guépards, des panthères des neiges, et la volière africaine. Les clôtures et aménagements sont adaptés à chaque espèce. La végétation fait l'objet d'un entretien régulier par le service technique du BIOPARC. Elle n'est pas susceptible de favoriser la fuite des animaux. Les arbres sont régulièrement taillés et élagués par une entreprise extérieure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Conception et entretien des clôture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32
Thème(s) : Autre, Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux
Prescription contrôlée : Les animaux ne doivent pas pouvoir détériorer les clôtures et les autres dispositifs de séparation auxquels ils ont accès. Les montants des clôtures sont solidement implantés au sol. Les grillages sont solidement fixés. Les caractéristiques des mailles de ces grillages ainsi que celles des matériaux les composant sont adaptées aux espèces hébergées et empêchent les déformations du fait des animaux pouvant amoindrir l'efficacité des clôtures et des autres dispositifs de séparation. L'intégrité des clôtures doit pouvoir être vérifiée en permanence. Lorsqu'elles sont endommagées, les clôtures et les barrières doivent pouvoir être rapidement réparées

à moins que les établissements disposent d'un autre lieu d'hébergement pour les animaux concernés.
Les parois transparentes permettant au public d'observer les animaux sont suffisamment résistantes pour ne pas être détériorées par le public ou par d'éventuelles attaques des animaux.
La résistance du vitrage des aquariums est adaptée à la pression de l'eau qu'ils contiennent.
Constats : Seuls les enclos des vautours, des lions, des guépards, des panthères des neiges, et la volière africaine. Les clôtures et aménagements sont adaptés à chaque espèce.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 27 : Utilisation de clôtures électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 33
Thème(s) : Autre, Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux
Prescription contrôlée : Sauf en cas d'autorisation spécifique du préfet (directeur départemental des services vétérinaires), les clôtures électriques ne doivent être utilisées qu'en complément d'un dispositif principal permettant à lui seul la contention des animaux dans leur enclos.
Constats : Présence de clôtures électriques dans les enclos des fauves en complément des dispositifs déjà existants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : Sécurisation des enclos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 34
Thème(s) : Autre, Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux
Prescription contrôlée : Les portes des enclos et des cages et leur utilisation s'opposent de manière permanente à la fuite des animaux. Les animaux ne doivent pas pouvoir les ouvrir, les détériorer ou réduire leur efficacité. Elles ne doivent pouvoir être ouvertes que par des personnes autorisées. Les portes des enclos et des cages s'ouvrant du côté du public sont en permanence verrouillées. La disposition des portes, trappes et coulisses des cages et des enclos permet de contrôler la situation des animaux avant que ne soient ouvertes les portes permettant au personnel d'accéder dans ces lieux. Les commandes des portes et des trappes sont mises en place et utilisées de façon à permettre à l'utilisateur de connaître le résultat de la manœuvre d'ouverture ou de fermeture qu'il réalise.
Constats : Tous les dispositifs de fermetures des enclos et des cages ont été validés par la commission de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 29 : Accès du personnel aux enclos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 35
Thème(s) : Autre, Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux
Prescription contrôlée : L'accès du personnel aux enclos et aux locaux hébergeant des animaux prévient l'évasion des animaux et assure la sécurité des personnes. En particulier, la pénétration du personnel à l'intérieur des enclos et des locaux en présence des animaux d'espèces considérées comme dangereuses ne peut être autorisée par les responsables des établissements que si, eu égard au degré de dangerosité des animaux, les risques encourus sont faibles et peuvent être prévenus immédiatement s'ils apparaissent.
Constats : Le travail quotidien ne nécessite pas de demande d'autorisation préalable. La visite des enclos et le contrôle des clôtures sont effectués une fois par semaine avec la présence d'un responsable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 30 : Contact entre le public et les animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 36
Thème(s) : Autre, Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux
Prescription contrôlée : Le contact entre le public et les animaux présents dans leur enclos n'est possible qu'après qu'a été examiné et écarté tout risque pour la sécurité et la santé des personnes. A défaut, afin d'empêcher les contacts entre le public et les animaux, un espace de sécurité doit séparer les lieux où le public a accès des enceintes où sont hébergés les animaux, sauf si un dispositif continu de séparation prévient en permanence tout contact entre le public et les animaux. La dimension de cet espace tient compte de la nature des risques à prévenir pour la sécurité et la santé des personnes ainsi que des aptitudes des espèces. Dans des conditions normales de visite, la mise en place de barrières ou de tout autre moyen empêche le franchissement de cet espace par le public. L'efficacité des dispositifs utilisés à cette fin doit être proportionnelle au niveau de dangerosité des animaux.
Constats : L'espace des vautours permet le contact avec le public. La dimension de cet espace tient compte de la nature des risques à prévenir pour la sécurité et la santé des personnes ainsi que des aptitudes des espèces.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 31 : Barrières sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 38
Thème(s) : Autre, Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux
Prescription contrôlée : Dans les conditions normales de visite, le public ne doit pas pouvoir se pencher au-dessus des barrières et des autres dispositifs de séparation d'une façon qui présente un danger. Des dispositifs suffisants empêchent le public d'avoir accès aux fossés servant à délimiter les lieux où sont hébergés les animaux. Les passages empruntés par le public et situés au-dessus des lieux où sont hébergés les animaux garantissent la sécurité du public, en assurant notamment le respect des distances de sécurité par rapport aux animaux, visées à l'article 36 du présent arrêté. Le public ne doit pas avoir accès aux clôtures électriques.
Constats : Seuls les enclos des vautours, des lions, des guépards, des panthères des neiges, et la volière africaine ont été contrôlés. Le public ne peut pas se pencher au-dessus des barrières et des autres dispositifs de séparation. Des dispositifs empêchent le public d'avoir accès aux fossés servant à délimiter les lieux où sont hébergés les animaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 32 : Manipulation d'animaux d'espèces non domestiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 40
Thème(s) : Autre, Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux
Prescription contrôlée : Le public ne peut être autorisé à toucher les animaux d'espèces non domestiques que si cette opération ne nuit pas à leur bien-être ni à leur état de santé et n'entraîne pas de manipulations excessives. Cette présentation ne doit pas constituer de danger, y compris d'origine sanitaire, pour les personnes. Elle doit être dûment justifiée d'un point de vue pédagogique, en permettant une meilleure connaissance des animaux et faire l'objet d'une surveillance appropriée.
Constats : Seul l'enclos des vautours pourrait permettre de toucher les animaux. Cette manipulation n'est pas favorisée par les soigneurs et vétérinaires. Les animaux trop imprégnés sont refusés par le BIOPARC afin d'éviter que des manipulations par le public soient possibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 33 : Isolement des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 43
Thème(s) : Autre, Surveillance sanitaire des animaux, prévention et soins
Prescription contrôlée : Sans préjudice de l'application des réglementations sanitaires relatives aux mouvements des animaux, les établissements sont tenus de recueillir toutes les informations permettant de déterminer le statut sanitaire des animaux qu'ils souhaitent héberger ainsi que de connaître, le cas échéant, leurs antécédents médicaux. Les animaux nouvellement introduits dans les établissements font l'objet d'un examen sanitaire et bénéficient d'une période d'acclimatation durant laquelle ils bénéficient d'une surveillance sanitaire particulière. Les animaux dont l'état sanitaire est incertain font l'objet d'une période de quarantaine. Lorsqu'elle est mise en œuvre, la quarantaine s'effectue selon un protocole précis préalablement consigné par écrit, faisant état des mesures et des précautions nécessaires à l'isolement des animaux ainsi que des modalités de la surveillance de l'état sanitaire des animaux. Un tel protocole doit également s'appliquer à tout animal malade susceptible de disséminer une maladie contagieuse.
Constats : Tous les animaux nouvellement introduits dans l'établissement font l'objet d'un examen sanitaire et bénéficient d'une période de quarantaine d'un mois puis d'une acclimatation durant laquelle ils bénéficient d'une surveillance sanitaire particulière. Tout animal malade susceptible de disséminer une maladie contagieuse est isolé dans un local spécifique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 34 : Diagnostics et autopsies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 45
Thème(s) : Autre, Surveillance sanitaire des animaux, prévention et soins
Prescription contrôlée : Les causes des maladies apparues dans les établissements doivent être recherchées. Des analyses de laboratoires sont entreprises lorsqu'elles sont nécessaires à porter un diagnostic sur les maladies des animaux hébergés. Dans le but de rechercher les causes de la mort ou de déterminer l'état sanitaire des populations animales hébergées, les animaux morts, y compris les animaux mort-nés et les avortons, font l'objet de la part de personnes compétentes d'autopsies ou, selon les espèces, de tout autre moyen d'analyse approprié.
Constats : Des autopsies sont pratiquées systématiquement sur les animaux retrouvés morts même lorsque la cause est déjà connue. Cette pratique permet une bonne connaissance des problématiques sanitaires émergentes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 35 : Locaux d'autopsie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 46
Thème(s) : Autre, Surveillance sanitaire des animaux, prévention et soins
Prescription contrôlée : Lorsqu'elles sont effectuées au sein des établissements, ceux-ci disposent d'installations ou de lieux permettant de pratiquer des autopsies. Ces installations ou ces lieux sont nettoyés et désinfectés après l'autopsie. Les établissements disposent d'équipements spécifiques permettant la conservation au froid des cadavres d'animaux qui ne peuvent faire rapidement l'objet d'une autopsie.
Constats : Une salle est dédiée aux autopsies. Elle est nettoyée et désinfectée après l'autopsie.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 36 : Gestion des cadavres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47
Thème(s) : Autre, Surveillance sanitaire des animaux, prévention et soins
<p>Prescription contrôlée : Les cadavres d'animaux sont retirés le plus rapidement possible des lieux où sont hébergés les animaux.</p> <p>Ils sont stockés dans des endroits réservés à cet effet, éloignés des lieux d'hébergement des animaux et des autres activités de l'établissement faisant l'objet de précautions hygiéniques. Les cadavres doivent être éliminés dans les conditions fixées par le règlement n° 1774/2002 CE du 3 octobre 2002 et les articles L.226-1 et L.226-2 du Code rural. Les lieux de stockage des cadavres doivent être nettoyés et désinfectés à une fréquence adaptée.</p> <p>Les cadavres d'animaux ne peuvent être manipulés que par des personnes autorisées et munies de protections suffisantes.</p>
<p>Constats : Les cadavres sont stockés dans des bacs dans une chambre froide à proximité des locaux d'infirmierie et de quarantaine. Les cadavres plus imposant ne permettant pas le stockage en chambre froide peuvent être stockés en attente du passage de l'équarrissage sur une plate-forme bétonnée dédiée. Les cadavres le permettant sont proposés au Muséum d'histoire naturelle d'Angers pour la taxidermie. Celui-ci le propose à son réseau le cas échéant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 37 : Signalement des morsures et griffures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 52
Thème(s) : Autre, Surveillance sanitaire des animaux, prévention et soins
<p>Prescription contrôlée : Les morsures, griffures ou autres blessures infligées aux personnes doivent immédiatement être signalées aux services médicaux compétents.</p> <p>Les animaux ayant causé les blessures font l'objet d'une mise sous surveillance conformément à l'arrêté du 21 avril 1997 relatif à la mise sous surveillance des animaux mordeurs ou griffeurs. Les responsables des établissements tiennent à disposition des services médicaux concernés les informations issues de cette surveillance.</p> <p>L'ensemble de ces informations sont consignées dans un registre.</p>
<p>Constats : En 2023, 3 incidents, sur le public, ont été relevés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 pincements par des vautours • 1 griffure par une pintade. <p>Les vautours ont été isolés. La pintade est morte pendant la capture.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 38 : Rapport sur les actions de conservation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 53
Thème(s) : Autre, Participation aux actions de conservation des espèces animales
<p>Prescription contrôlée : Au sens du présent arrêté, on entend par "conservation" toutes les opérations qui contribuent à la préservation des espèces animales sauvages que leurs populations se trouvent dans leur milieu naturel ou hébergées en captivité.</p> <p>Aux fins de contribuer à la conservation de la diversité biologique, les établissements participent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la recherche, dont les résultats bénéficient à la meilleure connaissance et à la conservation des espèces ; - et/ou à la formation pour l'acquisition de qualifications en matière de conservation ;

<ul style="list-style-type: none"> - et/ou à l'échange d'informations sur la conservation des espèces ; - et/ou, le cas échéant, à la reproduction en captivité, au repeuplement et à la réintroduction d'espèces dans les habitats sauvages. <p>Les actions entreprises en application du présent chapitre doivent être compatibles avec les règles visant à assurer le bien-être des animaux ainsi qu'avec les activités d'élevage et de reproduction des animaux.</p> <p>Les moyens mis en œuvre par les établissements pour se conformer aux dispositions du présent chapitre sont proportionnés à leur taille et à leur volume d'activité.</p> <p>À intervalles réguliers, n'excédant pas trois ans, l'exploitant de l'établissement fournit au préfet (directeur départemental des services vétérinaires) un rapport faisant état des actions entreprises en application du présent chapitre.</p> <p>Constats : Le BIOPARC est engagé dans 61 programmes de conservation (45 EEP, 11 ESB et 5 stud-book). Un rapport faisant état des actions entreprises est transmis régulièrement au préfet. Le dernier rapport relate des activités de l'année 2021. Il a été transmis au préfet en septembre 2022.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 39 : Échanges d'animaux dans le cadre des programmes de sauvegarde

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 54
Thème(s) : Autre, Participation aux actions de conservation des espèces animales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aux fins d'assurer le maintien de la qualité génétique des populations hébergées, les établissements participent aux échanges d'animaux qui favorisent la gestion et la conservation des populations animales captives. Ils contribuent à cette fin aux activités des programmes nationaux, européens ou internationaux d'élevage lorsqu'ils détiennent des animaux des espèces concernées par ces programmes.</p> <p>Constats : Les échanges d'animaux dans le cadre des différents programmes sont réalisés en accord avec les coordinateurs.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 40 : Destination des cadavres d'espèces protégées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 56
Thème(s) : Autre, Participation aux actions de conservation des espèces animales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf s'ils sont utilisés pour les besoins propres de l'établissement en matière de diffusion des connaissances ou de conservation, l'exploitant doit tenir à la disposition des institutions à caractère scientifique ou pédagogique les cadavres d'animaux susceptibles de présenter un intérêt particulier notamment en ce qui concerne les espèces rares, menacées ou protégées dont il importe que tous les éléments soient conservés dans les archives et collections patrimoniales. Ces cadavres ne doivent pas constituer une source de transmission de maladies à d'autres animaux ou aux personnes.</p> <p>Constats :</p> <p>Les cadavres d'animaux sont tous autopsiés dans des conditions qui permettent de les proposer au Muséum d'histoire naturelle d'Angers.</p> <p>Celui-ci le propose à son réseau s'il n'est pas, lui-même, en mesure de récupérer la dépouille.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 41 : Information du public sur les espèces présentées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 58
Thème(s) : Autre, Information du public sur la biodiversité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les établissements fournissent au minimum les informations suivantes au sujet des espèces présentées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nom scientifique ; - nom vernaculaire ;

<ul style="list-style-type: none"> - éléments permettant d'appréhender la position de l'espèce dans la classification zoologique ; - répartition géographique ; - éléments remarquables de la biologie et écologie de l'espèce dans son milieu naturel ; <p>ainsi que, le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - statut de protection de l'espèce ; - menaces pesant sur la conservation de l'espèce ; - actions entreprises en vue de la conservation de l'espèce. <p>Dans le cas des présentations de nombreuses espèces illustrant un même biotope ou dédiées au développement d'un thème biologique spécifique, la totalité des informations peut n'être fournie que pour les espèces les plus représentatives, les informations concernant les autres espèces pouvant être limitées aux noms scientifiques et vernaculaires.</p> <p>Constats : Des renseignements sur chaque espèce sont proposées au public dans chaque enclos. Ces affichages reprennent différentes informations telles que le nom, la biologie de l'espèce, son statut de protection, sa répartition sur le globe, son habitat naturel...</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 42 : Information du public sur les espèces présentées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 59
Thème(s) : Autre, Information du public sur la biodiversité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les établissements fournissent au public des informations sur des thèmes généraux à caractère biologique ou écologique lui permettant d'appréhender la diversité biologique et les enjeux ou les modalités de sa conservation.</p> <p>L'environnement et les milieux de vie des animaux dans l'établissement doivent contribuer autant que possible à l'information du public sur les espèces exposées et leurs habitats naturels.</p> <p>Le présent article ne s'applique pas aux établissements ouverts au public dont l'activité principale consiste en la production d'animaux d'espèces non domestiques, notamment à des fins alimentaires.</p> <p>Constats : L'environnement dans lequel les animaux sont présentés rappelle autant que possible leurs habitats naturels.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 43 : Contenu des informations diffusées au public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 60
Thème(s) : Autre, Information du public sur la biodiversité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les informations délivrées au public doivent être valides scientifiquement. Le cas échéant, les responsables sont tenus de faire valider leur contenu par des personnes ou des organisations scientifiquement compétentes dans les domaines abordés.</p> <p>Les informations délivrées au public sont présentées de manière claire et pédagogique.</p> <p>Constats : Les informations délivrées au public sont présentées de manière claire et pédagogique, elles sont validées par le capitaine de l'établissement.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 44 : Entretien des enclos

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2011, article 4.3
Thème(s) : Autre, Entretien des enclos
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La maîtrise de la végétation est assurée tant dans les enclos qu'à l'extérieur dans l'ensemble de l'enceinte du parc zoologique, de telle manière qu'elle ne porte pas atteinte à l'intégrité des clôtures, grillages et retours et ne nuise pas aux conditions de surveillance de leur état d'entretien et ne serve</p>

<p>pas de point d'appui pour l'escalade des animaux (notamment dans l'enclos des ours à lunettes et les îlots des primates).</p> <p>La fréquence et les modalités d'entretien font l'objet d'un protocole annexé au présent arrêté.</p>
<p>Constats : Une équipe d'agents du BIOPARC est en charge de l'entretien des enclos, de la taille des arbres et de la gestion de la végétation.</p> <p>Une fois par an, une entreprise extérieure intervient pour l'élagage des arbres nécessitant un équipement particulier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 45 : Protection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2011, article 7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, prévention du risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont conçues de telle manière que le feu ne puisse se propager trop rapidement et trop facilement. Un entretien quotidien de la végétation (ratissage élagage) permet aux allées, aux anciennes carrières et aux rubans d'eau d'assurer leur rôle de pare-feu.</p> <p>[...]</p> <p>La défense contre l'incendie sera assurée par une réserve naturelle ou artificielle de 120 m³ conforme aux dispositions réglementaires.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le BIOPARC doit disposer d'une réserve d'eau de 120 m³ pour l'extinction.</p> <p>Cette réserve est assurée par 2 bassins autour des enclos des Atèles et des Gibons. Le SDIS 49 a réceptionné cette réserve.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 46 : Protocole d'urgence évacuation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2011, article 8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Fuite d'animaux dangereux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un protocole d'urgence en cas de fuite d'animaux dangereux est annexé au présent arrêté. Les animaux sont inscrits dans l'une des trois catégories avec implications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - catégorie A : abattage si besoin (tigres, lions, léopards, rhinocéros) - catégorie B : capture avec système d'abattage mis en place en cas de nécessité (guépards, loups à crinière, loutres géantes, girafes) - catégorie C : capture (primates, grues, vautours, gazelles) <p>Pour les 3 catégories, le personnel doit être habilité à suivre les protocoles lorsque présents et à utiliser les systèmes de rentrées et sorties des animaux.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Une procédure d'urgence en cas de fuite d'animaux dangereux est mise en place dans l'établissement. 7 personnes sont habilitées à utiliser les fusils à pompe pour l'abattage des animaux dangereux. Ce nombre permet d'avoir une personne habilitée sur le site en tous temps.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>